

19.2 Pétrole - Charbon

En 2015, la production de **pétrole** brut en France augmente de 9,1 % par rapport à 2014. Divisée par quatre depuis la fin des années 1980, elle ne satisfait plus qu'environ 1 % de la consommation française. Les importations françaises de pétrole brut repartent à la hausse en 2015, progressant de 5,8 %. L'instabilité politique en Libye pèse de nouveau sur les importations en provenance d'Afrique du Nord. La France se tourne ainsi davantage vers l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient. Les principaux fournisseurs de la France restent l'Arabie Saoudite, le Kazakhstan, le Nigeria et la Russie.

En moyenne sur l'année 2015, le baril de *Brent* s'établit légèrement au-dessus de la barre des 50 dollars. Il cède près de la moitié de sa valeur en l'espace d'un an (– 47,2 %). La forte baisse observée entre la mi-2014 et début 2016 s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs. D'une part, la demande mondiale s'est affaiblie, grevée notamment par le ralentissement de l'économie chinoise. D'autre part, l'offre sur le marché mondial s'est maintenue à un niveau excédentaire face à la demande, alimentée par l'afflux de pétrole de schiste américain, ainsi que par la décision des pays de l'**Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep)** de maintenir inchangés les quotas de production de l'organisation.

En 2015, les importations de produits raffinés se replient légèrement (– 1,2 %), tandis que les exportations augmentent fortement (+ 13,8 %). Ainsi, le déficit des échanges physiques n'est

plus que de 19,4 millions de tonnes (Mt), contre 22,5 Mt en 2014. Celui-ci est surtout imputable à l'ensemble gazole / fioul domestique qui représente 58 % des importations. La **consommation finale énergétique** de produits pétroliers se stabilise à 60,8 millions de **tonnes-équivalent pétrole (tep)**.

En moyenne, sur 2015, le prix du **charbon** vapeur s'établit à 56,7 dollars la tonne, chutant de 24,6 % par rapport à 2014. Cette baisse est notamment liée au développement concurrentiel de l'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis ainsi qu'au repli de la demande de charbon en Chine. Depuis l'arrêt de l'extraction de charbon en France en 2004 subsistait encore une petite filière de production. En 2015, cette production cesse, si bien que l'approvisionnement ne repose plus que sur les importations nettes et le déstockage. Mesurées en équivalent énergétique, les importations de **combustibles minéraux solides (CMS)** s'élèvent, en 2015, à 8,4 Mtep, soit 0,3 Mtep de moins qu'en 2014. La houille représente 92 % des CMS importés.

La **consommation primaire** de charbon **corrigée des variations climatiques** se contracte de 3,1 % en 2015. Cette évolution prolonge le déclin de la consommation de charbon sur le long terme, qui reflète, d'une part, la fermeture d'anciennes unités de production électrique à partir de charbon et, d'autre part, le recul de la demande dans l'industrie, en particulier dans la sidérurgie. ■

Définitions

Charbon : terme recouvrant la houille, le lignite, le coke, les agglomérés et les produits de récupération. La houille est plus riche en carbone et a une teneur en eau et en matières volatiles plus faible que le lignite. Le coke de houille est obtenu par carbonisation de la houille.

Pétrole, produits pétroliers : huile minérale naturelle, mélange complexe d'hydrocarbures liquides (éléments chimiques contenant de l'hydrogène associé à du carbone), qui se forme naturellement dans des nappes souterraines présentes dans les roches sédimentaires. Les formes primaires comprennent le pétrole brut, les liquides du gaz naturel et les autres hydrocarbures. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Combustibles minéraux solides (CMS), consommation d'énergie corrigée des variations climatiques, consommation finale d'énergie, consommation primaire d'énergie, organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), pays de la Mer du Nord, réserves prouvées, tonne-équivalent pétrole (tep) : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Bilan énergétique de la France pour 2015 », *Datalab*, SOeS, novembre 2016.
- « Énergie, bilan 2015 : chute de la facture », *Datalab-Essentiel* n° 17, SOeS, juillet 2016.
- « Chiffres clés de l'énergie », *Repères*, SOeS, février 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Consommation de produits pétroliers

en millions de tonnes

	1973	1985	2015	15/14 en %
Gazole	6,5	10,9	34,7	0,8
Fioul domestique	37,2	20,7	6,6	3,6
Supercarburants	15,8	18,0	7,2	1,2
Bases pétrochimie	5,4	7,1	8,8	-3,6
Carburéacteurs	1,8	2,6	6,5	4,8
Fiouls lourds	34,1	8,2	0,7	-7,3
Gaz (GPL)	2,7	2,9	1,8	-0,1
Autres produits	8,2	4,7	8,5	-3,1
Consommation intérieure	111,8	75,1	74,7	0,3

Sources : CPDP ; SOeS pour la pétrochimie en 2015.

Consommation de pétrole dans le monde

en millions de tonnes

	1973	1985	2015	2015 en %
États-Unis	818	720	852	19,7
Chine	54	90	560	12,9
Inde	...	43	196	4,5
Japon	269	206	190	4,4
Russie	...	247	143	3,3
Allemagne ¹	150	126	110	2,5
Canada	84	69	100	2,3
France	127	84	76	1,8
Royaume-Uni	113	77	72	1,7
Italie	104	84	59	1,4
Total monde	2 798	2 803	4 331	100,0

1. Ex-RFA pour 1973.

Sources : CPDP ; BP Statistical Review of World Energy.

Production et réserves de pétrole brut dans le monde

en millions de tonnes

	Production en 2015		Réserves prouvées au 1 ^{er} janvier 2016	
	en %		en %	
Amérique du Nord	712	16,7	28 753	12,7
Canada	145	3,4	23 310	10,3
États-Unis	567	13,3	5 443	2,4
Amérique latine	507	11,9	46 507	20,6
dont : Mexique	122	2,9	1 325	0,6
Venezuela	135	3,2	40 921	18,1
Afrique	399	9,4	17 178	7,6
dont : Algérie	69	1,6	1 664	0,7
Libye	20	0,5	6 598	2,9
Nigeria	113	2,7	5 057	2,2
Europe	834	19,6	17 722	7,8
dont : Kazakhstan	79	1,9	4 093	1,8
Norvège	87	2,1	701	0,3
Royaume-Uni	45	1,1	376	0,2
Russie	528	12,4	10 914	4,8
Proche-Orient	1 405	33,0	109 504	48,5
dont : Arabie saoudite	569	13,4	36 368	16,1
Irak	197	4,6	19 518	8,6
Iran	183	4,3	21 491	9,5
Koweït	149	3,5	13 847	6,1
Extrême-Orient et Océanie	396	9,3	6 284	2,8
dont Chine	215	5,0	3 429	1,5
Total monde	4 253	100,0	225 949	100,0
dont Opep	1 807	42,5	165 033	73,0

Sources : CPDP ; Oil and Gas Journal.

Prix moyens des énergies importées

en euros courants CAF par tonne

	1973	1985	2000	2015
Charbon ¹	22	80	49	92
Pétrole brut	18	281	228	367
Produits pétroliers raffinés	31	295	278	465

1. Houille, lignite, coke et agglomérés.

Champ : France métropolitaine.

Sources : SOeS ; DGDDI.

Provenances du pétrole brut importé en France

en millions de tonnes

	1973	1990	2015	2015 en %
Afrique	33,3	21,0	19,8	34,9
dont : Nigeria	12,6	3,1	6,6	11,7
Libye	6,5	2,9	2,1	3,6
Algérie	11,1	3,0	4,3	7,6
URSS/ex-URSS	3,4	6,2	15,9	28,0
dont Russie	///	///	4,5	7,9
Moyen-Orient	96,4	31,7	14,5	25,6
dont Arabie Saoudite	30,2	15,2	10,6	18,6
Mer du Nord	0,2	10,4	5,0	8,8
Importations totales	134,9	73,4	56,7	100,0
dont Opep	127,8	41,7	31,6	55,7

Note : le pétrole est classé ici en fonction du pays d'où il a été extrait.

Champ : y c. condensats et autres produits à distiller.

Source : SOeS.

Consommation de charbon par secteur

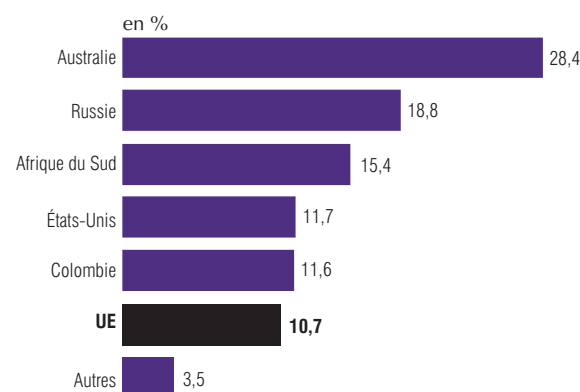
en millions de tep

	1973	1990	2010	2015	15/14 en %
Branche énergie	9,9	8,6	5,8	3,1	1,9
Consommation finale	17,3	10,2	5,7	5,2	-5,9
Sidérurgie	9,5	5,5	4,0	3,8	-7,0
Industrie (hors sidérurgie)	2,6	2,9	1,4	1,1	-3,8
Résidentiel-tertiaire	5,2	1,8	0,3	0,3	0,4
Non énergétique	0,1	0,2	0,1	0,1	-0,7
Total consommation primaire	27,4	19,1	11,5	8,4	-3,1

Note : données corrigées des variations climatiques.

Source : SOeS.

Provenance des importations de charbon en 2015



Sources : SOeS ; DGDDI.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème

et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et en couleur sont définis plus bas ou dans la rubrique « Définitions » en annexes

Une présentation synthétique sur chaque double-page

Des définitions pour comprendre les concepts clés de la double page

Toutes les définitions sont regroupées dans la rubrique « Définitions » en annexes

Des publications téléchargeables gratuitement pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet à retrouver dans la rubrique « Adresses utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (– 0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à + 0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à + 0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (– 17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (– 9,3 % pour le gazole, – 6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

(– 7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (– 3,9 % fin 2015, après – 2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (– 0,2 % fin 2015, contre + 0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+ 1,2 % en moyenne, après + 1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+ 8,9 %, après + 4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+ 0,6 %, après – 0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+ 5,3 % en moyenne en 2015, après – 4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹	Évolution 15/14		Fonction de consommation	Pondération ¹	Évolution 15/14	
		2015	Glissement annuel			2015	Glissement annuel
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,2	Transport	1 504	-1,5	-1,1
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0	Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5	Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6	Services de transport	279	0,9	-1,1
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6	Communications	257	0,4	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6	Services postaux	18	8,9	8,8
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8
Tabac	199	0,3	0,3	Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2	Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Habillement	350	-1,2	-0,3	Équipements audio-visuels,			
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0	photo et informatiques	136	-4,3	-1,7
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2	Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Loyers d'habitation	609	0,6	0,5	Autres articles et équip. de loisirs	209	-0,1	0,7
Entretien et réparation courante du log.	146	1,3	1,1	Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Distribution d'eau et autres services	188	1,5	1,5	Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0	Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5	Éducation	23	1,5	1,2
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4	Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7	Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6	Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4	Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2	Soins personnels	290	-0,2	0,1
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6	Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
Santé	1 008	-1,2	-1,4	Protection sociale	434	1,6	1,4
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9	Assurances	250	2,6	2,9
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5	Services financiers	67	0,7	0,7
				Autres services	130	1,0	0,7

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Note : base 100 en 2015.
Champ : ensemble des ménages.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

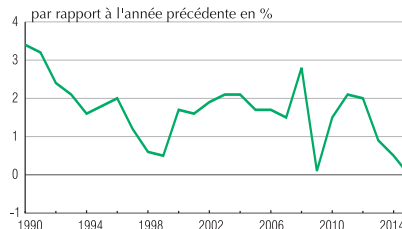
Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	-17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	-9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	-8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	-7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	-7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	-6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	-6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	-4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	-4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14		15/14
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	− 0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	− 0,6	Malte	1,3
Espagne	− 0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	− 0,2	Portugal	0,3
Finlande	− 0,2	Slovaquie	− 0,5
France	0,3	Slovénie	− 0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales